

Par contre, puisqu'il s'agit de bilan, nous essayons de le faire complet : tel que l'ensemble de l'intervention de l'extrême gauche sur l'armée depuis 1968 peut permettre de saisir les données du problème.

A — Bilan d'une intervention en rase-mottes

a). Un numéro spécial de 4 pages lors de la mort de Pierre Overney, un meeting et quelques articles parus dans Rouge ne permettent pas de parler de « campagne sur le thème de l'autodéfense ouvrière ». Cette campagne reste à faire, c'est à dire à impulser d'abord dans l'organisation (et non pas comme cela a été fait dans Rouge, comme simple lutte anti-répression mais comme campagne ouvrière nationale).

b). La campagne contre le procès de Rennes (janvier-mars 70) a certes été la première action anti-militariste d'envergure menée en France depuis de nombreuses années. Pour son appréciation, renvoyons aux militaires eux-mêmes, qui en ont donné le commentaire suivant (brochure Rouge « le contingent et la guerre civile ») :

« Force est de constater l'ampleur et la vigueur de cette action, la qualité de son organisation, même si les résultats n'ont pas été à la hauteur des efforts déployés (...) Si les échos dans l'opinion publique sont arrivés très assourdis, il n'en est pas de même des lycéens directement touchés dans nombre d'établissements publics. En tout cas, peu d'incidents significatifs ne semblent témoigner des effets de propagande dans les formations militaires. Affirmer qu'elle ne laisse pas de traces en profondeur serait hasardeux et c'est bien là un domaine où la sagacité des chefs de corps pourra utilement s'exercer ».

Le commentaire est assez juste :

— une campagne défensive contre un acte de répression militaire, peu de temps après mai 68, devait rencontrer un écho certain. Nous savons quant à nous que cet écho ne s'est pas matérialisé uniquement chez les lycéens, mais a atteint d'autres couches de la population et que les travailleurs n'y sont pas restés insensibles (ce qui explique les articles parus dans l'Huma alors).

— mais cette campagne, coupée net par une interdiction gouvernementale, a été aussitôt abandonnée par la Ligue (« les résultats n'ont pas été à la hauteur ... »). Quant on pense que toute campagne anti-militariste sérieuse sera obligatoirement interdite par le pouvoir (et, croyons-nous, beaucoup plus rapidement que cela s'est fait), cela pose un problème d'intervention : n'allons-nous rien faire ? Allons-nous commencer et recommencer sans cesse des campagnes anti-militaristes interdites et re-interdites ? Ou allons-nous enfin mettre en place d'une intervention permanente qui puisse s'alimenter de tous les scandales marquants de la vie militaire et s'adapter simplement, au lieu de s'éteindre, à chaque interdiction ?

— également : cet embryon de campagne a été marqué par de faibles tentatives de renouvellement du style de l'intervention. Multiplication des panneaux, exportation de sketches sur l'armée, vente de boîtes d'allumettes portant des slogans anti-militaristes (plus le support massif de Rouge pendant plusieurs semaines et de 3 brochures). C'était un début. Nous n'avons pas continué le combat.

— enfin, cette campagne défensive, abandonnée trop tôt et n'ébauchant que timidement des formes d'agitation vivantes, a cependant marqué et inquiété les militaires. Dans l'armée aussi, la « vieille taupe » travaille et les idées ou les slogans jetés — s'ils ne sont pas repris par un contingent soumis à la répression — font leur chemin sous les calots. Et pas seulement sous les calots : la

recrudescence des activités anti-militaristes aujourd'hui tient en partie à l'impact qu'a eu notre campagne armée. Nous y reviendrons.

c). la campagne Massu

Bien des stupidités ont été proférées sur ce sujet. D'abord sur le thème « Massu et la guerre d'Algérie, c'est vieux et ça n'intéresse plus personne » (la sortie des livres et du film de Courrière, de la « Bataille d'Alger » ou de « Avoir vingt ans dans les Aurès », les émissions à la TV, les bouquins parus ont démenti cette vision un peu linéaire de la politique).

Ensuite, en disant « ce n'est pas une campagne de l'organisation, c'est un gadget du comité de rédaction de Rouge ». Ce qui était faux à trois niveaux :

* le comité de rédaction n'a pas été concerné en tant que tel par la campagne Massu

* il n'avait jamais été question d'en faire une véritable campagne d'organisation

* mais ce n'était pas plus un gadget qu'une campagne sur l'autodéfense que l'on prévoyait uniquement avec la sortie d'une brochure écrite en tandem par deux camarades isolés.

La campagne Massu était nécessaire : ne pas laisser faire l'apologie de la torture sans réagir. Elle était faisable : le comité qui a été créé était représentatif et l'afflux de courrier venant de villes non-Ligue et demandant des prises de contact était, lui, significatif. Elle était, enfin, utile : non pas pour faire inculper réellement Massu, chose à laquelle personne ne croyait sérieusement, mais pour essayer de nous faire inculper pour injures à l'armée, ce qui, de toute façon, était payant. Soit nous étions inculpés et avions alors un procès « en or », soit nous ne l'étions pas et notre bilan était positif, puisque nous avons mené impunément pendant plusieurs mois une campagne très violente contre l'armée. Il faut être particulièrement ignorant et de la situation politique et de l'histoire de l'armée française pour ne pas voir que 50.000 affiches déclarant « ce général de l'armée française est un assassin et son chef le protège » ne peuvent pas ne pas laisser de traces dans la conscience politique de beaucoup de personnes. (sans parler des deux dernières apparitions publiques de Massu qui ont donné lieu à des actions violentes).

Le bilan est donc relativement positif. Relativement : car cette campagne qui se voulait « campagne de presse et d'opinion », prise en charge directement par la direction de l'organisation, a été très rapidement abandonnée tout aussi directement par cette même direction. Et le « comité pour l'inculpation du criminel de guerre Massu » est allé rejoindre le « comité pour la libération des soldats emprisonnés dans les oubliettes de l'organisation ».

d). la brochure « le contingent et la guerre civile » était une forme d'intervention qui relevait de la même vision que la campagne Massu : faire quelque chose d'illégal et de marquant (dénoncer un général comme criminel aussi bien que publier un rapport secret de la sécurité militaire) pour mettre le pouvoir devant l'alternative : soit frapper (et donner la publicité que nous espérons à l'affaire) soit se taire (et laisser les révolutionnaires marquer un point important sur le terrain de l'anti-militarisme). Dans les deux cas, il a choisi le deuxième terme de l'alternative, mais nous avons su donner suffisamment de publicité à la brochure pour que le silence ne se retourne pas contre nous : près de dix mille exemplaires d'un rapport secret sur les activités révolutionnaires à l'armée ont été vendus et toute la presse, parisienne et provinciale, a annoncé la bonne nouvelle. Gadget ? Sans vouloir polémiquer ici : ne serait-il pas utile que l'organisation se paye plus souvent des gadgets de cette sorte ?